

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG108/M/1

8 mars 2001

(01-1132)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-huitième session

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ESTONIE ET L'UKRAINE

Note sur la réunion du 22 février 2001

Président: Dr V. Notis (Grèce)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1484.
2. Au titre du point D.VIII de l'ordre du jour de sa vingt-huitième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après dénommé le Comité) a procédé à la première séance d'examen de l'Accord de libre-échange (ALE) entre l'Estonie et l'Ukraine. Les sujets suivants ont été examinés:
 - A. Généralités
 - B. Section II – Dispositions commerciales
 - C. Section III – Dispositions générales de l'Accord
 - D. Section IV – Autres questions

A. GÉNÉRALITÉS

3. Le Président a dit que l'Accord avait été signé le 24 mai 1995 et était entré en vigueur le 26 mars 1996. Il avait été notifié à l'OMC en juillet 2000; la notification figurait dans le document WT/REG108/N/1 et le texte de l'Accord dans le document WT/REG108/1. Le mandat pour l'examen avait été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 16 octobre 2000 et figurait dans le document WT/REG108/2. Le Président a proposé de suivre la présentation type (document WT/REG108/3) pour mener le débat.

4. Le représentant de l'Estonie a noté que, comme les principales dispositions de l'Accord étaient décrites dans la présentation type, il ne donnerait qu'un bref aperçu de ses principes de base et de ses effets sur les courants d'échanges entre l'Estonie et l'Ukraine. L'ALE entre l'Estonie et l'Ukraine avait été signé le 24 mai 1995 et était entré en vigueur le 14 mars 1996. Il était la conséquence logique des relations commerciales privilégiées qu'entretenaient depuis longtemps les deux pays et de l'intérêt commercial réel des deux parties. Il s'agissait d'un véritable ALE car, contrairement à certains ALE, cet accord prévoyait un traitement "zéro pour zéro" pour tous les produits. L'ALE avait éliminé tous les droits et autres obstacles au commerce pour l'ensemble des échanges commerciaux entre les parties, conformément à la prescription de l'article XXIV du GATT de 1994. Il n'incluait aucun droit de douane ni aucun autre obstacle au commerce et prévoyait un traitement zéro pour zéro pour les deux parties portant sur tous les produits. Les dispositions de l'ALE s'appliquaient aux produits originaires d'Estonie et d'Ukraine et couvraient les produits agricoles et industriels, c'est-à-dire les chapitres de 1 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). La viande, le poisson et les produits à base de poisson, le papier et les produits chimiques représentaient les principaux produits d'exportation de l'Estonie, et la viande, les produits du papier et les produits chimiques, en particulier les engrais, ceux de l'Ukraine. La conclusion de cet accord avait entraîné une hausse significative du volume des échanges et dynamisé les relations commerciales

entre l'Estonie et l'Ukraine. Alors que le volume des échanges enregistré de 1993 à 1995 s'était situé entre 50 et 90 millions de dollars EU, ce chiffre était monté en flèche après l'entrée en vigueur de l'ALE, atteignant 155 millions de dollars EU. Cette tendance s'était maintenue les années suivantes et le volume des échanges avait suivi une progression se situant entre 15 et 25 pour cent par an de 1996 à 1998, pour atteindre 210 millions de dollars EU.

B. SECTION II – DISPOSITIONS COMMERCIALES

Section II.1 – Restrictions à l'importation

5. Notant que, dans la déclaration liminaire, le représentant de l'Estonie avait précisé que la totalité des échanges entre les parties était exempte de droits de douane et que tous les droits avaient été éliminés, le représentant de l'Australie a demandé qu'il lui soit confirmé que les parties n'avaient pas recours à des taux résultant de concessions. Le représentant de l'Estonie a réaffirmé que tous les échanges se faisaient en franchise de droits.

Section II.3 – Règles d'origine

6. Notant que dans la présentation type il était indiqué que l'Ukraine ne participait pas au système de cumul paneuropéen, la représentante des États-Unis a demandé qu'il lui soit confirmé que les engagements pris ailleurs par l'Estonie en ce qui concernait le système de cumul paneuropéen n'affectaient en rien la mise en œuvre de l'Accord ni les échanges effectués dans le cadre de cet accord. Le représentant de l'Estonie a confirmé que de tels engagements n'affectaient pas les échanges entre l'Estonie et l'Ukraine car le Protocole A de l'Accord établissait des règles spécifiques concernant l'application des règles d'origine dans le cadre de l'Accord.

Section II.4 – Normes

7. La représentante des États-Unis a demandé si le Comité mixte avait élaboré des normes ou s'il travaillait à l'élaboration d'une stratégie concernant la mise en œuvre des normes. Elle a également demandé où se trouvaient ces normes: figuraient-elles dans des modifications de l'Accord, dans des documents ou sur des sites Web, par exemple? Le représentant de l'Estonie a dit qu'une réponse écrite serait fournie.

Section II.5 – Sauvegardes

8. La représentante du Canada a demandé si des mesures de sauvegarde bilatérales avaient été prises depuis l'entrée en vigueur de l'ALE en 1996. Elle a demandé si les dispositions en matière de sauvegardes prévoyaient une limite à l'augmentation des droits, autrement dit si ces derniers pouvaient dépasser le taux appliqué au moment de l'entrée en vigueur de l'ALE ou aller jusqu'au taux NPF ou au taux consolidé. Elle a également demandé s'il existait un délai au-delà duquel les Parties ne pouvaient plus recourir aux mesures de sauvegarde bilatérales, comme dans le cas de la clause d'extinction concernant la disposition relative à l'ajustement structurel en vertu de laquelle les Parties ne pouvaient plus se prévaloir de cette disposition après cinq ans. Le représentant de l'Estonie a répondu à ces questions en déclarant qu'aucune mesure de sauvegarde bilatérale n'avait jamais été prise, qu'aucun niveau spécifique n'avait été fixé concernant le volume des importations et des exportations pouvant être considéré comme dangereux, et qu'aucune limite sous forme de clause d'extinction n'existait pour les sauvegardes bilatérales.

Section II.7 – Subventions et aide de l'État

9. La représentante des États-Unis a demandé si des "mesures appropriées" avaient été prises dans le cadre des procédures pertinentes. Le représentant des Communautés européennes a demandé

si les parties avaient eu recours aux procédures prévues aux articles 13:2 ou 20:5 de l'Accord. Le représentant de l'Estonie a répondu par la négative.

C. SECTION III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

Section III.1 – Exceptions et réserves

10. Notant que l'article 8 de l'Accord prévoyait l'introduction d'interdictions ou restrictions à l'importation et à l'exportation pour diverses raisons, la plupart étant une paraphrase des articles XX et XXI du GATT, la représentante du Canada a demandé à l'Estonie de donner des détails concernant le type de mesure pouvant être justifié par des raisons d'"ordre public". Notant que de tels cas ne s'étaient jamais produits, le représentant de l'Estonie a précisé qu'une réponse écrite serait fournie.

D. SECTION IV – AUTRES QUESTIONS

11. Se référant à la clause évolutive de l'Accord qui prévoyait son extension à d'autres domaines, la représentante du Canada a demandé si, depuis son entrée en vigueur en 1996, l'Accord avait été étendu au commerce des services en particulier. Le représentant de l'Estonie a répondu par la négative.

12. Le Président a dit que la première séance d'examen de l'Accord de libre-échange entre l'Estonie et l'Ukraine avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions, mais que d'autres restaient en suspens. Il a invité les délégations à transmettre au Secrétariat les questions posées oralement et toutes questions additionnelles pour le 23 mars 2001 et les parties, à fournir des réponses pour le 30 avril 2001 au plus tard. La prochaine séance d'examen était prévue pour juillet 2001.

13. Le Comité a pris note des observations formulées.
